

Sections de Haute-Garonne

CTL suppressions d'emplois le 18 décembre

La casse du réseau et de nos missions se poursuit !

Choqués à l'annonce du caractère non prioritaire de leurs missions, les agents de la DGFIP ont entendu le message de Pierre Moscovici les plaçant « au cœur de la République ». Ils ne peuvent y croire que si ce discours se concrétise très rapidement par les emplois nécessaires à l'exercice des missions.

L'intersyndicale de la DGFIP31 a multiplié depuis plusieurs semaines les actions avec les personnels pour rendre public le malaise de l'administration des Finances Publiques et interpeller les pouvoirs publics et les parlementaires. La journée de grève du 27 novembre a été un moment important de ce rapport de force local et national.

Le constat est clair et net sur les effets de cette poursuite de la course folle aux suppressions d'emplois. Chaque jour, la dégradation des conditions de travail s'accélère pendant que la qualité du service régresse et que la charge de travail explose. Les agents sont à bout de souffle sous l'effet conjugué des suppressions d'emplois, des restrictions budgétaires, de l'accroissement continu de la fréquentation de nos services et la menace de restructurations.



Mardi 18 décembre l'administration locale convoque un Comité Technique Local pour valider la localisation des 21 nouvelles suppressions d'emplois dans notre département pour 2013.

Les organisations syndicales Solidaires Finances Publiques 31, CGT Finances Publiques 31 et FO DGFIP 31 ont décidé de boycotter cette réunion.

Nous n'acceptons pas de voir se poursuivre ces décisions qui affaiblissent le réseau. Nous tenons une nouvelle fois à signifier notre opposition commune à ces décisions. **Nous poursuivrons, dans le cadre de la dynamique intersyndicale nationale initiée à la DGFIP, la mobilisation avec les personnels pour obtenir un véritable changement.**

Toulouse, le 18 décembre 2012